

raphaël wintrebert

attac,
la politique autrement ?

*enquête sur l'histoire
et la crise d'une organisation militante*

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 bis, rue abel-hovelacque
PARIS XIII^e
2007

Introduction

L'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) est née en 1998 du regroupement d'organisations diverses : titres de presse, syndicats, associations. Son but : « reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière¹ ». Ses ambitions sont ainsi à la fois très ciblées – produire et diffuser de l'information pour agir en commun, imposer une taxe sur les transactions spéculatives sur les marchés des devises – et particulièrement larges : créer de nouveaux instruments de régulation et de contrôle de la mondialisation financière : « Il s'agit tout simplement de se réappropriier ensemble l'avenir de notre monde². »

Enthousiasmés par cette nouvelle offre politique, des milliers de sympathisants vont rapidement adhérer à l'association : 5 000 en 6 mois, 10 000 en un an, presque 30 000 en quatre ans... Attac se développe sur tout le territoire national – et entreprend même la création d'un véritable mouvement international. Mais, simultanément, c'est tout l'équilibre interne des pouvoirs qui s'en trouve modifié : les militants et les groupes locaux vont mettre en cause le pouvoir prépondérant des membres fondateurs.

Ces derniers ont, jusqu'à 2002, collectivement fait front pour gérer cette phase de croissance inattendue. Mais dès lors qu'Attac s'est stabilisée et a trouvé son « rythme de croisière », des divergences puis des conflits sont progressivement apparus

1. Plate-forme de l'association Attac, juin 1998 ; <http://france.attac.org/site/page.php?idpage=103&langue=>

2. *Ibid.*

entre eux. En 2005 et 2006 deux camps se sont opposés frontalement dans les instances dirigeantes d'Attac. Il ne s'agissait pas seulement, contrairement à ce qu'une lecture trop rapide pourrait laisser croire, d'une simple « recherche du pouvoir » (ou « maintien au pouvoir »), mais plus fondamentalement d'un combat pour imposer sa définition de ce qu'était et devait être l'association.

Nous n'avons pas l'ambition dans ce livre de traiter d'Attac dans tous ses développements : nous ne discuterons pas, par exemple, de la notion d'« éducation populaire » que l'association revendique, pas plus que nous n'analyserons le réseau international qu'elle est parvenue à constituer ; on ne trouvera pas davantage dans ce livre le détail des propositions d'Attac en matière d'OGM, d'institutions internationales (OMC, FMI, BCE) ou de paradis fiscaux. Notre objectif est bien plus de comprendre son évolution organisationnelle et stratégique, comment, d'association restreinte de production et de diffusion de contre-expertises économiques et financières, Attac est devenue un mouvement généraliste de 30 000 membres et, par là même, un acteur politique central en France.

Nous souhaitons ainsi saisir comment les orientations stratégiques d'Attac ont été décidées, comment des idées, des propositions ou des réflexions ont été imposées par des acteurs particuliers dans un contexte donné. Il s'agit donc de déchiffrer les logiques de coopération et de conflit par lesquelles les protagonistes parviennent ou non à des accords, à des compromis ou des consensus. Car aujourd'hui deux questions essentielles se posent à Attac comme à l'ensemble des organisations du mouvement altermondialiste : quel type de débouché politique dans la sphère du pouvoir et/ou du contre-pouvoir ? Comment gérer la diversité des profils, des références politiques, des pratiques sociales pour parvenir à des accords, créer une forme d'unité et élaborer des alternatives concrètes au système socioéconomique contesté ?

Or le problème des prolongements politiques partisans ne peut être traité sereinement et de manière constructive que s'il existe un cadre de délibération clair qui respecte et permette l'expression de toutes les sensibilités politiques présentes. C'est pourquoi la question des pratiques politiques et organisationnelles au sein d'Attac guidera l'ensemble de notre ouvrage : comment l'association a-t-elle évolué depuis sa création en 1998 ? Comment de multiples acteurs – syndicats, associations, titres de presse, adhérents physiques d'orientations politiques diverses : communistes,

écologistes, tiers-mondistes, anarchistes, socialistes, etc. – ont-ils pu collaborer pendant plusieurs années pour faire d'Attac ce qu'elle est devenue : un acteur politique majeur en France ? Comment et pourquoi cette diversité est-elle progressivement remise en question ? Observer concrètement le fonctionnement d'une telle organisation permet de modérer et de dépasser certains discours militants et certains commentaires hagiographiques ou abstraits³. Il s'agit dès lors de « penser l'organisation », c'est-à-dire de réfléchir aux formes actuelles d'organisation, de délibération et de décision dans un contexte de renouveau des mobilisations collectives⁴.

Au-delà d'Attac nous souhaitons éclairer plusieurs interrogations importantes en sociologie politique :

Le processus de création d'un mouvement. Quelles sont les conditions nécessaires pour créer une organisation comme Attac ? Quelles sont les conséquences des modèles organisationnels et politiques ([dé]centralisé ? système présidentiel ou « collégial » ? institutionnalisé ou davantage informel ?) sur le développement d'un tel mouvement ?

Le processus de développement d'un mouvement en terme de « démocratie participative ». La majorité des mouvements protestataires met en avant la thématique de la « démocratie » pour faire valoir leurs revendications. Attac est ainsi un terrain d'observation idéal pour mettre au jour les tensions, voire les contradictions, entre des aspirations démocratiques et des pratiques concrètes. Comment combiner l'exigence de participation d'un nombre croissant d'adhérents et l'efficacité militante⁵ ? Comment des militants et des groupes locaux qui n'ont pas de pouvoir statutaire parviennent-ils néanmoins à bousculer les équilibres politiques maîtrisés jusque-là par de puissants fondateurs ?

Le processus de crise politique d'un mouvement. Les violents conflits au sein des instances dirigeantes portent, depuis 2003, sur la définition de ce qu'est et de ce que doit être Attac, mais aussi sur la manière d'élaborer des alternatives concrètes au système socio-économique actuel. Comment une crise naît et se développe-t-elle ? Quels sont les modes de résolution des conflits ?

3. Isabelle SOMMIER, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, Paris, 2003, p. 140.

4. Donatella DELLA PORTA, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004.

5. Donatella DELLA PORTA, « Democracy in movement : organizational dilemma and globalization from below », communication lors du colloque international « Les mobilisations altermondialistes », 3-5 décembre 2003, p. 13 ; <http://www.afsp.msh-paris.fr/active/groupe/germm/collgermm03txu/germm03dellaporta.pdf>.

Ce livre est ainsi découpé en trois parties. La première entend expliciter la création d'Attac puis son extraordinaire développement en quelques années. Sa naissance s'inscrit à la fois dans un réseau de mouvements protestataires (par l'intermédiaire des membres fondateurs) et dans la démarche d'un acteur singulier – *Le Monde diplomatique* – à une période historique propice. Les organisations fondatrices vont ainsi élaborer deux documents fondamentaux : la « plate-forme » d'Attac qui détermine les objectifs politiques du mouvement, et les « statuts » d'Attac qui représentent l'architecture organisationnelle et politique permettant d'atteindre ces objectifs.

Attac n'a donc jamais été un groupe informel ou une coordination souple se réunissant ponctuellement. D'emblée est apparue la volonté de constituer une organisation stable et pérenne, contrôlée par ses fondateurs, avec des moyens humains, matériels et financiers importants. Attac n'était d'ailleurs pas envisagée à la naissance comme un possible « mouvement de masse », mais comme un groupe d'experts produisant et diffusant des informations et des connaissances économique-financières (chapitre 1).

Attac était certes une association loi 1901 avec un conseil d'administration (CA) prévoyant la présence d'adhérents élus, mais personne ne pensait que ceux-ci seraient amenés à représenter quelque 30 000 membres. C'est pourtant ce qui advint, Attac est devenue une structure de plus en plus complexe : son champ d'investigation est de plus en plus large et diversifié, ses composantes organisationnelles formelles et informelles sont de plus en plus nombreuses (chapitre 2). À partir d'une structure officielle relativement simple, Attac a dû s'adapter à une croissance spectaculaire de ses effectifs, et donc aux demandes, aux besoins, aux désirs, aux possibilités d'action qui en ont résulté.

Notre deuxième partie porte ainsi sur la manière dont Attac a géré cette phase de croissance exponentielle et, en particulier, sur les liens entre la direction nationale et les comités locaux (non prévus dans les statuts). Nous analysons ainsi les critiques adressées par un petit nombre de militants locaux à l'encontre du « national » afin d'imposer la question de la « démocratie » et de la place des militants et comités locaux dans le processus de décision nationale. Ceux-ci sont en effet parvenus à peser, dans une certaine mesure, sur l'élaboration de l'agenda national du mouvement (chapitre 3). Puis ils ont développé des instances organisationnelles propres qui peuvent avoir le rôle de contre-pouvoir par rapport au conseil d'administration (chapitre 4). Il s'agit de la première étape du

rééquilibrage des forces politiques internes au détriment des membres fondateurs.

Mais, pour vigoureuses qu'elles soient, les nombreuses critiques développées par des militants locaux à l'encontre du « national » ne vont pas créer de crise. Ces militants n'avaient pas les moyens et ni la capacité de s'opposer durablement et frontalement à la direction de l'époque, et cette dernière a finalement su adapter ses structures aux multiples demandes exprimées⁶. La crise n'intervient en réalité que lorsque des administrateurs nationaux de poids sensiblement équivalents se font face sans conciliation possible (troisième partie). Dans le chapitre 5 nous élucidons ainsi les enjeux et oppositions politiques et stratégiques au sein des instances nationales : place et rôle d'Attac dans le mouvement altermondialiste, alliances politiques, place d'Attac dans le champ politique institutionnel, organisation interne, mode de fonctionnement au « consensus », etc.

Mais on ne saurait se contenter d'analyser les enjeux comme s'ils étaient portés par des acteurs désincarnés. Il faut comprendre comment ceux-ci ont été exprimés et utilisés dans le cadre d'une campagne électorale interne particulièrement vive entre juin 2005 et décembre 2006 (chapitre 6). Celle-ci marque en effet un véritable moment de rupture parce que dans son dispositif elle tend à une radicalisation des positions, à une instrumentalisation des débats, à une paranoïa exacerbée, à une mauvaise foi – voire au mensonge – de certains acteurs. Lorsque les acteurs « entrent en campagne », leur seul objectif est de déstabiliser l'adversaire afin d'avancer leurs propres pions. Il faut dès lors saisir les compétences et les stratégies des acteurs dans ce jeu électoral, et leurs effets sur la conduite de l'association.

L'un des slogans phares d'Attac prône de « faire de la politique autrement ». Au-delà du slogan ou de l'objectif, nous avons souhaité étudier dans ce livre comment ses militants font pratiquement de la politique au sein même de leur organisation. Comment font-ils vivre ce modèle de la « démocratie participative » qu'ils appellent de leurs vœux pour l'ensemble du système politique national et international ?

6. Pour une analyse approfondie des relations entre le « local » et le « national » nous renvoyons le lecteur à notre thèse de doctorat : Raphaël WINTREBERT, « Décisions, critiques et pouvoirs : vers une sociologie configurationnelle du changement d'Attac France (1998-2002) », doctorat de sociologie soutenu à l'EHESS sous la direction de D. Schnapper, Paris, décembre 2004 ; <http://site.voila.fr/etudesattac/Wintrebert.html>.